



STELLANTIS CTCY

Lundi 22 avril 2024

Face à la répression d'État et à la violence patronale, faisons bloc

Judi 18 avril, Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'Union départementale CGT du Nord, a été condamné un an de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende pour « apologie du terrorisme ». Ce militant syndical était poursuivi en raison d'un tract écrit collectivement et diffusé le 10 octobre dernier, trois jours après l'attaque du Hamas contre Israël. Cette condamnation sonne comme un avertissement à toutes celles et ceux qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien, écrasé sous les bombes à Gaza depuis plus de six mois et victime depuis 75 ans d'oppression coloniale.

La criminalisation du soutien au peuple palestinien

« Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi [7 octobre], elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées » : c'est ce passage du tract qui a permis à la justice d'estimer que le tract « constituait une légitimation d'un attentat de masse sous couvert d'une analyse historique ». Jean-Paul Delescaut n'est pas un cas isolé. Rima Hassan, candidate LFI aux élections européennes, est convoquée par la police le 30 avril, elle aussi pour « apologie du terrorisme », juste après l'interdiction de la réunion publique en solidarité avec la Palestine qu'elle devait tenir à Lille en compagnie de Jean-Luc Mélenchon. C'est aussi le cas de Siham Assbague, journaliste et militante antiraciste, ou encore d'Anasse Kazib, cheminot, militant révolutionnaire et syndicaliste à Sud Rail, et de bien d'autres. Selon le ministère de la Justice, 600 procédures étaient en cours en janvier 2024 pour « apologie du terrorisme » ou « provocation à la haine raciale ». Il s'agit d'une véritable inflation répressive, qui vise à faire taire toute contestation et qui s'appuie sur une indignation bien sélective. Car à ce jour, aucune poursuite n'a été engagée contre ceux qui légitiment le génocide en cours à Gaza, qui a déjà fait plus de 34 000 morts sous les bombes, dont un tiers d'enfants, et se poursuit par une famine organisée.

Une dérive autoritaire contre toute forme de contestation

Cette répression contre celles et ceux qui soutiennent le peuple palestinien est un pas supplémentaire dans le cours autoritaire et liberticide du gouvernement Macron. Manifestations et réunions politiques interdites, militants convoqués par la police,

lycéennes et lycéens mis sous surveillance, sportifs, chercheurs, universitaires, écrivains, cinéastes blacklistés, adjoint au maire privé de son mandat... le gouvernement affute ses armes répressives pour les employer demain à plus grande échelle contre une contestation sociale qu'il a toutes les raisons de craindre.

Car après les annonces de coupes budgétaires dans les services publics, qui vont peser particulièrement sur les classes populaires, après la nouvelle attaque contre les droits des chômeurs, le patronat poursuit l'offensive avec l'annonce de centaines de licenciements. Alors même que les actionnaires se gavent de dividendes, ce sont les fermetures d'usines qui sont promises aux travailleurs. Stellantis fait planer la menace sur plusieurs usines du groupe. ExxonMobil annonce la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois à Gravenchon (Seine-Maritime). Et maintenant, c'est au tour de Sanofi d'annoncer 300 emplois supprimés.

Le gouvernement n'est pas en reste, avec son ministre de la Fonction publique, Guérini, qui annonce que les licenciements ne seront plus « tabous » dans la fonction publique. En réalité, des licenciements de fonctionnaires, il y en a déjà sur des motifs disciplinaires. Mais le gouvernement use de bien d'autres méthodes pour réduire les effectifs, entre gel des embauches et dégradation des conditions de travail pour pousser dehors des travailleuses et travailleurs exténués.

Alors oui, il y a bien des raisons de se révolter et de s'organiser contre ce monde barbare qu'engendre le capitalisme et la loi du profit. Et pas question d'accepter de se laisser bâillonner.

Ça ruisselle que pour Tavares

Approuvé par les actionnaires, la rémunération de Tavares a fait la Une des médias. Il faut dire que 100 000€ par jour c'est indécent quand certains d'entre nous les atteignent péniblement en 4 ans. Mais si des commentateurs, comme Gabriel Attal, se sont sentis obligés de la qualifier de « choquante », c'est pour mieux cacher le fait que les actionnaires, eux ont touché 18,3 millions € par jour et surtout que rien ne sera fait pour les empêcher de se gaver sur le dos de notre travail.

Pour que les bénéfices de Stellantis soient mieux répartis, la seule solution c'est qu'on se batte pour imposer collectivement des hausses de salaires pour tous (sauf la direction) !

Les salariés des bancs mis au ban

Sur le site Renault de Lardy, de nombreux salariés se retrouvent dans l'incertitude avec la fermeture de bancs thermiques. Leur direction compte supprimer la moitié de leurs postes à Lardy, et leur ordonne d'aller en chercher ailleurs. Les dirigeants pleins de talent ne pouvaient pas anticiper le reclassement des salariés des bancs d'essais ? C'était trop dur à prévoir ? Renault préfère utiliser les salariés – et a fortiori les prestataires – comme une main d'œuvre qu'on jette après usage.

Chez Renault comme chez Stellantis, à Carrières ou Belchamp, c'est pas les salariés qui doivent payer la fin du thermique pendant que les patrons se frottent les mains en pensant aux marges de l'électrique !

Enfermés dedans puis... enfermés dehors

La direction veut fermer définitivement l'usine de PSA Douvrin dans le Nord fin 2025. Elle aurait pu au moins permettre aux salariés de partir facilement, en plan senior ou vers d'autres entreprises avec un chèque... même pas ! Les salariés sont contraints de rester à Douvrin tant que la direction en a besoin. Tant que t'es pas viré, on t'esquinte jusqu'au bout !

La direction se croit maître du temps des usines et de l'avenir des ouvriers. Contre la fermeture, et même pour des conditions de départ, les salariés de Douvrin et de tous les sites menacés devront lui montrer que c'est eux qui décident.

PSA Hordain (Sevelnord) dans le viseur

Il y a deux semaines, les médias ont évoqué le possible transfert d'une partie de la production d'utilitaires KO de PSA Hordain (1 700 CDI et 800 intérimaires actuellement) vers Stellantis-Tofas en Turquie, et donc des menaces sur des centaines d'emplois. Difficile de savoir ce que manigance la direction. Ce qui est sûr, c'est qu'on ne peut absolument pas lui faire confiance.

Fiat Mirafiori ne veut pas finir à la casse

Vendredi 12 avril, 12 000 personnes (des salariés grévistes de Fiat-Mirafiori, des sous-traitants, des soutiens...) ont manifesté dans les rues de Turin pour dénoncer les menaces contre l'emploi sur l'usine. Deux jours avant, Tavares est venu faire des promesses qui n'ont pas convaincu. Les salariés voient bien qu'avec beaucoup de chômage depuis le début 2024 et seulement 78 000 voitures produites en 2023, le PDG organise une casse des effectifs. Pour les salariés cette manifestation était une étape pour continuer à se défendre.

Aux USA les salariés de l'auto s'organisent

La victoire en 2023 du syndicat de l'automobile l'UAW face aux Big Three, dont Stellantis, fait des émules. Une majorité des 4 300 Salariés (73%) de l'unique site de Wolskwagen à Chattanooga (Tennessee) a voté pour la création d'une section UAW dans leur usine. Une première depuis...1941 dans ces états du Sud où des lois faisaient obstacle au fait syndical. La prochaine étape serait la création d'une autre section dans une usine Mercedes située en Alabama. Face à leurs patrons ces salariés ont bien raison de se regrouper pour défendre leurs intérêts communs.



Le NPA-Révolutionnaires sera candidat aux élections européennes de juin 2024.
Contre les patrons, contre l'extrême-droite, pour un parti qui organise et défend les travailleurs !